



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Hôpital public

Question au Gouvernement n° 2583

Texte de la question

HÔPITAL PUBLIC

M. le président. La parole est à Mme Caroline Fiat.

Mme Caroline Fiat. Madame la ministre des solidarités et de la santé, dix mois de grève des personnels hospitaliers, et vous continuez à vanter les restructurations prévues dans votre plan santé, considérant ainsi que vos économies sur l'hôpital public sont supportables. Vous promettez un grand plan d'investissement, qui est en fait un plan d'économies déguisé.

Triste réalité que le personnel hospitalier a bien intégrée : soignants non remplacés, fermeture de lits, interventions médicales décommandées faute de moyens, stress, dégradation des locaux, fuite des médecins vers le privé. Le personnel hospitalier n'en peut plus ! Comment accepter que des patients soient refusés dans des services car leurs pathologies trop lourdes coûteraient trop cher ? Comment accepter qu'en pédiatrie, des enfants soient transférés à des centaines de kilomètres par manque de lits ? L'hôpital-entreprise que vous défendez, c'est la fin de l'hôpital public !

Aujourd'hui, 1 100 médecins annoncent leur démission des instances administratives : inédit ! Dans le même temps, les infirmiers de bloc opératoire et les infirmiers anesthésistes se mobilisent. Madame la ministre, à quand un vrai plan d'investissement pour l'hôpital public ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes FI et GDR.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre des solidarités et de la santé.

Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé. Je voudrais qu'on explique aux Français en quoi un investissement de 1,5 milliard d'euros dans l'hôpital public, accompagné – ce qui n'est jamais arrivé – d'une reprise de dette de 10 milliards d'euros, qui permettra aux hôpitaux de dégager chaque année 1 milliard d'euros pour investir, s'appelle un plan d'économies ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM.*)

M. le président. La parole est à Mme Caroline Fiat.

Mme Caroline Fiat. Je vous remercie pour cette question, madame la ministre : en réalité, la reprise de la dette rapportera tout au plus 90 millions d'euros en 2020, selon les évaluations de la Fédération hospitalière de France. C'est bien moins que les milliards d'économies que vous avez déjà infligés à l'hôpital depuis votre arrivée. (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*) Et ce ne sont pas les pièces jaunes de Brigitte Macron qui rattraperont vos économies ! (*Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.*)

Avouez-le, vous n'êtes solidaire ni des médecins hospitaliers, ni du personnel dans son ensemble, ni des patients. En revanche, vous êtes solidaire du ministre de l'action et des comptes publics, dont l'objectif unique est de faire des économies sur tous nos services publics et de faire la part belle au privé !

Détruire l'hôpital public, privatiser la santé, obliger les gens à payer pour se soigner, c'est criminel. *(Exclamations sur quelques bancs du groupe LaREM.)* Le personnel n'est pas là pour la rentabilité. Il veut simplement soigner. Écoutez-le ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe FI et sur plusieurs bancs du groupe GDR.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre.

Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé. Madame la députée, étant donnée la situation actuelle, rien ne sert de crier. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Exclamations sur les bancs des groupes FI et SOC.)* Compte tenu de la situation, je recevrai le collectif à la fin de semaine.

Mme Danièle Obono. Cela fait des mois qu'ils sont en grève !

Mme Agnès Buzyn, ministre. J'expliquerai à ses représentants...

M. Maxime Minot. Vous n'en avez rien à faire !

Mme Agnès Buzyn, ministre. ...que les mesures proposées répondent exactement aux priorités qu'ils ont indiquées : revaloriser la rémunération du personnel, réinvestir dans l'hôpital public et placer les médecins au centre de sa gouvernance. Une mission en ce sens a été confiée au professeur Claris, qui me rendra prochainement ses conclusions.

M. Pierre Cordier. Des missions, toujours des missions...

Mme Agnès Buzyn, ministre. À travers la modification de la gouvernance de l'hôpital, c'est la délégation des tâches, c'est-à-dire la montée en compétence de tous les professionnels de santé, qui est aujourd'hui la solution à la pénurie de médecins que nous connaissons.

M. Ugo Bernalicis. Ah ! Ils ne sont pas assez compétents ?

Mme Agnès Buzyn, ministre. Le plan d'investissement présenté par le Premier ministre en novembre dernier est inédit pour l'hôpital public : il montre la volonté du Gouvernement de répondre à l'inquiétude des soignants. *(Exclamations sur les bancs du groupe FI.)* La direction est claire, nos concitoyens le savent : le Gouvernement est mobilisé pour un égal accès de tous les Français à des soins de qualité. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

Données clés

Auteur : [Mme Caroline Fiat](#)

Circonscription : Meurthe-et-Moselle (6^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2583

Rubrique : Établissements de santé

Ministère interrogé : Solidarités et santé

Ministère attributaire : Solidarités et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 janvier 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [15 janvier 2020](#)